

## Intro générale au CSD du 28 juin 2024

**Tout d'abord**, un grand bravo à l'ensemble des camarades de la CGT qui sont sur le pont depuis l'annonce de la dissolution : dans vos établissements, les écoles, dans les quartiers de travail, aux gares de transports pour sensibiliser aux dangers de l'extrême-droite. Un exemple, mardi dernier au matin les camarades sont allés à Livry Gargan, Montfermeil à l'entrée des écoles et de l'hôpital pour aller sensibiliser aux dangers de l'extrême-droite dans une circo qui risque de basculer aux mains du RN.

**L'Extrême droite est en situation d'accéder au pouvoir pour la première fois de l'histoire de la République – à l'exception de la période du régime de Vichy.**

Nous devons mesurer le caractère gravissime de la situation issue de l'élection du 9 juin 2024. Si l'extrême-droite obtient la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, non seulement elle pourra écrire la loi, mais elle bénéficiera également des pouvoirs du Premier Ministre, du Gouvernement et du Président de l'Assemblée Nationale.

**Quelques exemples des pouvoirs qu'obtiendrait l'extrême-droite** et qui lui permettrait de préparer l'arrivée au pouvoir en 2027 (mise au pas des médias et de la justice, et liquidation des résistances en premier lieu syndicales pour préparer des politiques racistes d'ampleur)

- Proposition de nomination des Préfets de police ;
- Proposition de nomination des procureurs de la République ;
- Nomination de 2 membres du Conseil de la Magistrature ;
- Désignation de 3 membres de l'ARCOM (contrôle des médias et d'internet) ;
- Découpage électoral des circonscriptions législatives ;
- Décision ultime sur les licenciements de salariés protégés...
- Liquidation des libertés syndicales et du droit de grève

Son projet repose toujours sur la « préférence nationale », avec des travailleuses et des travailleurs qui n'auraient plus les mêmes droits, en fonction de leur nationalité voire de leur origine. Les conséquences sont criminelles dans notre département.

Elle pourrait, ainsi, disposer des très larges pouvoirs que confère la Constitution de la 5ème République et s'en servir pour **remettre en cause tous les garde-fous démocratiques**

**L'extrême-droite ciblerait prioritairement la CGT**

La CGT serait directement dans le viseur du RN puisqu'elle représente le plus gros contre-pouvoir par le nombre d'adhérent-es, notre implantation et notre opposition idéologique aux thèses d'extrême-droite.

Le RN l'a montré en s'attaquant à nos mobilisations contre certaines réformes, ou en dénigrant nos modes d'action, la grève en particulier.

Retraites, pouvoir d'achat... pour le monde du travail, les changements de pieds incessants du RN démontrent son imposture sociale.

**Les salariés sont essentiellement démobilisés par les expériences passées** (trahisons des engagements). Nous ne leur proposons pas d'oublier cette réalité. Nous les appelons à voter

pour des solutions qui correspondent à nos aspirations et à nos revendications, pour empêcher l'extrême-droite d'accéder au pouvoir tout en empêchant les macronistes de s'y maintenir.

Les droits sociaux et les libertés syndicales sont menacés. Dès lundi 10 juin, la CGT a pris toutes ses responsabilités, en appelant à la mobilisation immédiate, à la **constitution d'un front populaire** et en participant à une réunion intersyndicale le soir même. Opération réussie.

L'intersyndicale a appelé à de grandes manifestations qui ont rassemblé 640 000 personnes ce week-end. Plus de 800 000 personnes se sont mobilisées depuis dimanche 9 juin.

**Cette pression populaire a permis de gagner l'unité de la Gauche sur un programme de rupture avec le néolibéralisme et le fascisme reprenant les 10 exigences de l'intersyndicale et de nombreuses revendications de la CGT. Il en est de même pour notre mobilisation en faveur du plan d'urgence qu'on voit en partie retranscrite dans le programme du Nouveau front populaire, les rédacteurs étant les parlementaires qui étaient à nos côtés pendant ces trois mois de lutte historique.**

Nous le rappelons notre syndicalisme est indépendant, exigeant et vigilant. Il s'agit de gagner l'amélioration de nos vies, de sortir de la période réactionnaire que nous connaissons depuis 20 ans. C'est impossible avec l'extrême-droite qui en sera au contraire un accélérateur. C'est impossible avec Macron et ses semblables qui sont à l'origine des lois régressives de ces dernières années.

**Le CCN considère que le programme du Nouveau Front populaire est celui qui répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleuses et des travailleurs et qui ouvre le plus de possibilités de mobilisations gagnantes.**

La CGT appelle les salarié·es, retraité·es et privé·es d'emploi à aller voter le plus nombreux et nombreuses possible les 30 juin et 7 juillet pour le programme du Nouveau Front populaire.

La CGT mettra tout en œuvre pour faire barrage à l'Extrême droite.

**Face à un patronat déterminé à ne rien céder de ses richesses et de son pouvoir, seule la mobilisation populaire permettra de changer le rapport de force.**

Pour porter la question sociale dans le débat public et mettre ainsi en difficulté l'extrême-droite, pour s'impliquer de manière exigeante dans les élections, la meilleure manière est de multiplier les actions sur les cahiers revendicatifs comme dans l'Education du 93

Le patronat est à la manœuvre pour poursuivre l'exploitation des salariés tout en contenant leur mécontentement. L'extrême-droite représente une solution pour lui car l'autoritarisme dont elle ne manquera pas de faire preuve encore plus violemment que Macron permettra de faire passer de nouveaux reculs sociaux. Interpeller les employeurs dans toutes les entreprises, arracher des avancées salariales ou autres, c'est une manière de fragiliser cette stratégie du patronat, tout en apportant des réponses efficaces aux mécontentements des salariés.

Dès le lendemain du second tour, **la lutte sociale continuera et la CGT y consacra toutes ses forces** pour gagner sur ses revendications.

Rien n'est écrit d'avance !